



## **BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR**

Le 2 février 2021

### **Circet : un groupe riche à millions ...**

Le groupe Circet est le premier fournisseur de services d'infrastructures télécoms en Europe, présent en France, en Allemagne, en Irlande et au Royaume-Uni, en Espagne et au Maroc.

Il emploie 6300 salariés. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 1,4 milliards d'euros en 2019 et un bénéfice de 83,4 M € en 2018, en constante augmentation. Ses affaires sont tellement florissantes qu'il ne se passe pas une année sans qu'il rachète une entreprise en France ou à l'étranger.

Les dernières acquisitions en date sont Tombers en décembre 2019, Eltel en avril 2020 et les trois nouvelles acquisitions, Cableway, SNG et K&R Eilers en novembre 2020 qui ont rejoint Circet Deutschland en Allemagne.

En République d'Irlande et au Royaume-Uni, KN Circet, filiale du groupe Circet a annoncé le 6 juillet la clôture de son acquisition d'ARCC Communications Ltd (ARCC).

### **... qui ose licencier !**

À La Réunion depuis janvier 2013, Circet emploie 79 salariés. Elle veut en licencier 45 soit 57 % de l'effectif. Elle veut mettre en place un bien mal nommé Plan Social d'Entreprise (PSE) pour se séparer au moindre coût de ces travailleurs. Aux volontaires au départ, elle ne propose que 3 mois de salaire brut, alors qu'ils en demandent 10. Quant à ceux qui seront licenciés, elle ne propose qu'un mois de salaire brut alors que les élus du personnel en revendiquent 8 !

Face à ce coup de force de leur direction et au refus de négocier, les ouvriers et techniciens de Circet Réunion se sont mis en grève à l'appel de la CGTR à partir du lundi 1er février et ont installé un piquet de grève devant l'entreprise.

Ces licenciements ne visent qu'à assurer les dividendes des actionnaires de l'entreprise au détriment des emplois et des salaires. Les grévistes de Circet ont tout à fait raison de ne pas accepter cet oukaze capitaliste !

### **Grève à Kaz Ote (La Possession)**

Le personnel de cette association de lutte contre les addictions a fait grève lundi 1er février. En 20 ans d'existence, c'est la première fois. Les conditions de travail ont commencé à se dégrader depuis le départ du premier directeur de la structure fin 2019.

Une salariée avec vingt ans d'ancienneté est licenciée "brutalement" selon le syndicat. Elle a été "expulsée de l'entreprise avec mise à pied, sans salaire, sans dossier de retraite à 62 ans, sans motif réel. Les salariés grévistes dénoncent aussi la dégradation des conditions de travail, mais aussi le non paiement des heures supplémentaires, l'absence de dialogue social, un management malveillant. Ils réclament une véritable stratégie pour le service « Prévention ». D'ailleurs un rapport de l'inspection du travail a relevé pas moins de 24 infractions et dressé une amende de près de 100 000 euros à la direction. (Clicanoo du 29 janvier 2021)

En cette période de crise, les mauvais coups redoublent contre tous les travailleurs, l'autoritarisme le plus crasse refait surface, y compris dans les structures spécialisées dans le suivi médical et psychologique des malades. Et derrière tout cela se cache toujours la recherche du profit et du pouvoir sans partage d'une minorité de privilégiés.

Les travailleurs qui consacrent toute leur énergie à faire fonctionner entreprises de production et de

services en ont assez de subir ce diktat permanent de la classe patronale. Ils montrent de plus en plus par leurs luttes qu'ils aspirent à une autre société débarrassée de l'exploitation et des humiliations quotidiennes.

## **Grève dans le Bâtiment**

Comme dans nombre d'autres secteurs, les travailleurs se retrouvent confrontés à la mauvaise foi des patrons et à l'exploitation.

Ainsi les travailleurs de la SBTPC, de la SOGEA, SPIBB et SBIE ont déclenché un mouvement de grève ce mardi 2 février pour un certain nombre de revendications au nombre desquelles on compte : le non-respect de l'accord d'harmonisation, l'arrêt des licenciements sur « Miami, Réservoir Est Saint Denis », le respect de la grille des ETAM et cadres, la revalorisation de la prime d'ancienneté annuelle à 180 %, l'arrêt des embauches des intérimaires, etc.

Les motifs de mécontentement sont multiples et les patrons du BTP ne veulent rien entendre. Alors la meilleure réponse, c'est la grève !

## **Résultat grève dockers**

En grève depuis jeudi dernier janvier, les dockers de la SERMAT ont repris le travail jeudi 28. Un protocole d'accord a été signé avec la direction. Un processus professionnel d'évaluation et de formation sera mis en place. Il s'agit de mettre en place un processus professionnel d'évaluation et de formation des personnels de maintenance des chariots cavaliers, ce pourquoi luttaient ces travailleurs chargés de l'entretien des charriots cavaliers, en particulier des 8 nouveaux qui doivent être livrés cette année.

Les dockers ont fait savoir que restait insatisfaite la revendication des embauches. Quant à leur revendication d'augmentation de leurs salaires de 10 %, elle n'a reçu aucune réponse de la part de leur employeur. La lutte a donc payé, mais n'est pas finie !

## **Appel à la grève du jeudi 4 février**

Bas salaires, basses retraites, licenciements, montée du chômage, maltraitance dans les entreprises, projet de loi néfastes pour les travailleurs et les droits démocratiques de la population (projets sur les retraites, l'assurance chômage, sur « la sécurité globale » destiné à fliquer aussi les militants ouvriers). À tout cela, nous disons NON !

Mais Oui au Smic à 1800 euros, Oui à une augmentation minimum de 300 euros pour tous, Oui à l'embauche massive dans les services publiques et dans le privé, partout où les besoins s'en font sentir !

**L'Intersyndicale CGTR, FSU, Solidaires, Saiper**

**nous appelle à la grève et à manifester**

**Jeudi 4 février à Saint Denis.**

**Rassemblement dès 9 heures au Jardin de l'État**

**Mobilisons massivement dans nos entreprises.**

**Tous ansamb pour que justice soit rendue aux travailleurs !**

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures, l'Union Régionale Est de la CGTR organise une réunion ouverte aux travailleuses et travailleurs qui ont besoin de conseils pour se défendre contre les injustices dont ils sont victimes dans leurs entreprises, mais aussi destinée à leur faire comprendre la cause fondamentale de leurs malheurs, le capitalisme et son fonctionnement.

Travailleurs, Travailleuses, ne restez pas isolés, rejoignez la CGTR, le syndicat qui lutte !

**La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît**

**Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68**